



## Assemblée générale

Distr.: Limitée  
24 janvier 2002

Français  
Original: Anglais

---

### Comité spécial chargé de négocier une convention contre la corruption

Première session

Vienne, 21 janvier-1<sup>er</sup> février 2002

Point 4 de l'ordre du jour

### Examen du projet de Convention des Nations Unies contre la corruption

## Propositions et contributions reçues des gouvernements

### Autriche, France et Pays-Bas: propositions concernant les articles 5 et 5 *bis*\*

#### Article 5

##### *Paragraphes 2 à 6*

1. Il est proposé de remplacer les paragraphes 2 à 6 de l'article 5 par le texte suivant:

“2. Chaque État Partie veille à assurer la coordination des mesures nécessaires à l'échelon national, tant sous l'angle de la planification que de l'exécution.

3. Les États Parties s'efforcent d'évaluer périodiquement les instruments juridiques et les pratiques publiques existants en vue de déterminer s'ils comportent des lacunes permettant la corruption et des actes délictueux spécifiquement liés à la corruption.

4. Les États Parties s'efforcent d'élaborer et d'évaluer des projets nationaux ainsi que de mettre en place et de promouvoir les meilleures pratiques et politiques pour prévenir la corruption et les actes délictueux spécifiquement liés à la corruption.

5. Chaque État Partie communique au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le nom et l'adresse de l'autorité ou des

---

\* Les présentes propositions remplacent les propositions de l'Autriche et des Pays-Bas concernant les paragraphes 2 à 6 de l'article 5 et l'article 5 *bis* figurant dans le document A/AC.261/3 (Part I).

autorités susceptibles d'aider les autres États Parties à mettre au point et à appliquer une politique nationale d'intégrité, et notamment le nom et l'adresse des organes visés à l'article [5 bis] de la présente Convention.

6. Les États Parties collaborent, selon qu'il convient, entre eux et avec les organisations régionales et internationales compétentes en vue de promouvoir et mettre au point les mesures visées dans le présent article. À ce titre, ils participent à des projets nationaux visant à prévenir la corruption et les actes délictueux spécifiquement liés à la corruption."

2. Il est proposé de remplacer l'article 5 bis par le texte suivant:

*"Article 5 bis  
Organes de lutte contre la corruption*

1. Chaque État Partie établit, en conformité avec son système juridique interne, des organes tels que:

- a) Un organisme national de lutte contre la corruption chargé d'examiner la politique nationale de lutte contre la corruption visée au paragraphe 1 de l'article 5; ou
- b) Une commission ou un médiateur du service public; ou
- c) Un organisme spécialisé chargé de la prévention de la corruption, capable de développer des méthodes pluridisciplinaires permettant d'accroître la connaissance des phénomènes de corruption et d'identifier les différents types de corruption.

2. Les États Parties accordent aux organismes spécialisés visés au paragraphe 1 du présent article l'indépendance et les moyens nécessaires en matériels et en personnels spécialisés, ainsi que la formation dont ces personnels pensent avoir besoin pour l'exercice de leurs fonctions.

3. Chaque État Partie envisage la création ou la désignation, au sein de l'administration publique, d'un point de contact ou d'un service, auquel toute personne physique ou morale peut s'adresser pour obtenir une consultation ou livrer des informations sur des faits de corruption."

---